



Direction générale des Services techniques
Direction Voirie - Espaces Publics

Objet : **PLA GEORGES GAYET ET AUTRE VOIES - Destination temporaire - Manifestation A LA SOUPE DE NOEL**

LE MAIRE DE LA VILLE D'ARLES

VU

- La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative et aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de Police du Maire,
- l'Article R.610-5 du Code Pénal,
- les Articles R110-2, R311-1, R.325-12 à R.325-46, R.411-25, R.417-1, R.417-10 à R.417-13, R.432-1, L.325-1 à L.325-13 du Code de la Route,
- l'Article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles
- l'Arrêté Général de Circulation, n°17VET028, en date du 4 juillet 2017, réglementant la circulation et le stationnement sur la Ville d'Arles

- Considérant la requête de ASSOCIATION D'IDEES / CENTRE SOCIAL MAS CLAIRANNE, adressée par courrier en date du 06 décembre 2023 par laquelle elle sollicite l'autorisation d'organiser la manifestation le **MARDI 19 DECEMBRE 2023**

- Considérant la nécessité pour le Maire d'assurer la sécurité, le bon ordre public, sur l'ensemble de la Commune.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La circulation de tous véhicules sera interdite: à l'avancement du défilé avec accompagnement de la Police Municipale

- **Départ École Brassens Camus - rue Vincent Scotto**
- **PLACE GEORGES GAYET**
- **AVENUE PRÉSIDENT COTY**
- **RUE Mme DE SEVIGNE**
- **RUE MARIUS ALLARD**
- **Arrivée Parc Irigouin**

Le 19/12/2023 de 16:00:00 à 18:30:00

ARTICLE 2 : La pré-signalisation, la signalisation de position et les mesures de protection de la manifestation nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies , mises en place par les ateliers municipaux et maintenues en état par ASSOCIATION D'IDEES / CENTRE SOCIAL MAS CLAIRANNE.
L'ensemble de ces dispositions devra être conforme aux réglementations en vigueur et aux éventuelles prescriptions particulières.

ARTICLE 3 : En tout état de cause, la continuité du cheminement piétons protégé de la circulation d'une largeur de 1,40 m minimum, devra être maintenue.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire évitera toute activité hors de l'emprise de la manifestation.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire prendra toutes dispositions nécessaires pour permettre aux riverains et à leurs fournisseurs d'accéder aux habitations.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de la manifestation ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de la manifestation.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication et/ou notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut être saisi de manière dématérialisée par le biais de l'application « télerecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Madame la Directrice Générale des Services, M. le Commissaire Divisionnaire, M. le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

ARTICLE 10 : L'ampliation du présent arrêté sera notifiée à ASSOCIATION D'IDEES / CENTRE SOCIAL MAS CLAIRANNE

Arles, le 12 décembre 2023

Le Maire d'Arles

Patrick de Carolis

